

Repenser le monde et maîtriser ses dérives et menaces

L'internationalisme d'une gauche sociale et écologique reste à inventer, et c'est **un chantier urgent au regard de la rapidité des transformations et des chamboulements en cours**. Le monde connaît en effet un moment de bascule caractérisé à la fois par : le **retour de la compétition entre grandes puissances** qui démantèlent le système de gouvernance multilatérale y compris celui qui prévient la non-prolifération des armes de destruction massive, l'implication croissante de **puissances moyennes régionales qui contribuent à la provocation ou la hausse des conflits armés**, l'influence des **acteurs non-étatiques** tels que les multinationales qui affaiblissent le système de l'État-providence, l'**impact du changement climatique sur les systèmes sociaux et écologiques** qui soutiennent l'existence humaine, l'**impact des technologies numériques** sur les modes de vie, de consommation, de production et du travail et qui **menacent d'affaiblir aussi la démocratie au profit de systèmes autoritaires**.

Européens, sociaux-démocrates et sociaux-écologistes ne nous faisons pas d'illusions, **il n'y aura pas de répit à ces tendances lourdes**, même si aux États-Unis les Démocrates fermaient la parenthèse du mandat disruptif de Donald Trump. **Ce que le Parti socialiste a accompagné lors du quinquennat précédent en France et porté alors en Europe**, comme par exemple l'Accord de Paris sur le Climat, la mise en place d'une taxation des transactions financières, la consolidation d'une Union européenne politique, sociale et géopolitique (i.e. gouvernance de l'Eurozone et lutte contre l'évasion fiscale, pilier européen des droits sociaux, lancement du Fonds européen de défense et du concept d'autonomie stratégique européenne, etc.), ou la lutte contre le terrorisme, furent des épreuves qui posèrent des **premiers jalons face à des défis et des menaces qui s'amplifient à la veille de cette nouvelle décennie**. Celle-ci sera marquée par un déclin accentué du « monde occidental », mais il tient à notre famille politique internationaliste d'**agir pour que survivent les valeurs universelles qui nous animent et qu'émerge une nouvelle régulation du monde**.

De surcroît, **cette année de pandémie mondiale nous oblige à penser ce « monde d'après »** où les insoutenables inégalités creusées jusque-là par la mondialisation débridée ont été approfondies par la crise sanitaire. **La Covid-19 a non seulement tué en grand nombre surtout les plus faibles et frappé des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté et l'extrême-pauvreté**, mais elle a imposé l'urgence de **réduire les conséquences d'une récession mondiale et de prévenir une prochaine menace sanitaire**. Le coronavirus n'est donc pas simplement une menace de destruction massive, il se révèle aussi **un catalyseur pour transformer nos économies et nos sociétés**, à l'instar de ce que doit être aussi le réchauffement climatique. Cette époque décisive (« *a make-or-break moment* » : le sens littéral nous semble plus approprié, « où tout peut être fait ou tout peut casser ») que nous vivons et subissons est le **point de bascule historique qui va forger le nouvel ordre mondial**. Ce moment doit être celui de notre réflexion pour construire de nouvelles formes de coopérations et de solidarités, pour **dessiner en 2021 l'Agenda du 21ème siècle**, et nous ne partons pas de rien.

Alors que cette année 2020 est celle qui marque le **75^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation des Nations unies**, le Parti socialiste a été associé aussi bien avec l'Internationale socialiste qu'avec l'Alliance progressiste pour réunir toutes les idées et **repenser le multilatéralisme**, qui fut le thème central des réflexions de l'Assemblée générale des Nations unies. La **confrontation de nos perceptions réciproques sur les enjeux globaux** nous a emmenés à remettre, au nom de l'Alliance progressiste, à l'ancien premier ministre portugais et ancien président de l'Internationale socialiste et Secrétaire général de l'ONU António Guterres, une **déclaration politique détaillée « Pour un multilatéralisme nouveau**,

juste et inclusif ». Il n'y a pas de fatalité au désordre actuel mais celui-ci requiert une nouvelle gouvernance. **Nos aspirations sont universellement partagées** quand il s'agit de la paix, du développement, de la démocratie, des droits humains, de l'accès à la culture, au savoir et aux nouvelles technologies. **Les termes d'une réforme profonde de l'ONU et de son Conseil de Sécurité sont connus**, mais le courage politique des États, notamment ceux qui disposent déjà de privilèges comme le droit de veto, fait défaut. **Cette situation n'est plus tenable à l'heure d'un monde ultraconnecté qui réclame plus d'inclusivité** et donc davantage de modes démocratiques dans la prise de décision.

Le constat est évident et répertorié aujourd'hui, et il soulève de nombreux peuples. **Le libéralisme économique est ce qui nourrit la crise démocratique** et de défiance envers les institutions démocratiques. **Le libéralisme vise à se débarrasser de tout ce qu'il perçoit comme une pesanteur de l'État**, au seul profit des intérêts privés. Au final, le libéralisme c'est la hausse des inégalités, et face aux injustices sociales qu'il commet, **il ouvre la voie à toutes les formes de populismes et en particulier à l'extrême-droite**. Selon les pays, l'autoritarisme de l'extrême-droite peut adopter plusieurs formes, mais il est bien l'allié du libéralisme et l'ennemi de la démocratie. **Le libéralisme s'accommode aussi parfaitement de l'« hyper-capitalisme étatique chinois »**, un modèle qui ambitionne de démontrer au monde que l'économie peut se passer de démocratie. Mais voilà qu'aujourd'hui, alors que les duperies nationalistes et populistes continuent de rallier des suffrages, **l'agenda néolibéral qui a entraîné les crises financières, environnementales et sanitaires laisse le monde face à un tournant dangereux**. Entre les néo-libéraux béats de la globalisation effrénée et les nationaux-populistes retranchés dans leurs frontières, **une majorité de citoyens aspirent à une nouvelle régulation de l'ordre mondial, à un nouveau système de coopération mondiale**.

Plus que jamais, **les Objectifs de développement durable (ODDs) de l'Agenda 2030 adopté en 2015 par l'ONU sont notre boussole** pour réinventer une gouvernance mondiale effective, dans laquelle **l'Union européenne (UE) aura toute sa place si elle se donne les moyens de sa puissance et de son influence**. **Les ODDs constituent un agenda unique et unanime qui respecte la vie et la dignité humaines**, où les accès universels aux biens publics, aux soins, à la protection sociale, à l'éducation, à un environnement et une alimentation de qualité tracent l'horizon de ce qui doit former notre Agenda du 21^{ème} siècle, **sans naïveté sur l'ampleur de la tâche**. Ainsi, les réticences de certains États-membres de l'UE qui ont refusé d'adopter le **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières** ne doivent pas nous faire renoncer. C'était une mise en garde et, pourtant, ce texte prépare l'humanité de façon responsable à des migrations inévitables de grande ampleur.

L'**Accord de Paris sur le climat** dont notre famille politique peut être fière est une autre boussole, **dont notre projet politique doit s'inspirer pour penser une nouvelle diplomatie, une politique étrangère française et européenne qui soit aussi écologiste**. Alors que la politique étrangère centralisée par le président de la République aura montré ses limites à forces d'effets de communications de court terme et d'incohérences révélées à moyen terme, **une diplomatie renouvelée emmènerait inévitablement à remodeler nos alliances, à renforcer les exigences démocratiques et de respect des droits humains**. Naturellement, cela ne sera **pas possible sans le maintien d'un outil militaire performant et adapté** à la nature des engagements qui perdurent ou à venir ainsi qu'aux menaces technologiques nouvelles, à l'instar de celles de l'espace cyber ou des armes bactériologiques.

Quant à la révolution numérique, il est de notre devoir d'en bâtir le cadre de gouvernance au service du progrès humain. Cette transformation technologique peut devenir **un vecteur pour un nouveau contrat social**, pour de nouvelles compétences et des nouveaux droits dans le monde du travail, mais aussi pour de nouvelles convergences démocratiques et citoyennes

qui renforceront les solidarités. **Si notre Agenda ne s'impose pas en ce domaine, ce sera la victoire des multinationales du numérique et la fin du respect de l'individu et de la vie privée**, mais aussi potentiellement l'avènement des autoritarismes et la graine des conflits de demain.

En conclusion, il y a **urgence à repenser le monde, la mondialisation et la sauvegarde de la planète et des êtres humains**. Parce que nous sommes socialistes, sociaux-démocrates et sociaux-écologistes, nous sommes **optimistes et réalistes sur les évolutions actuelles et les changements à opérer** pour contenir les menaces et relever les défis du siècle. Les colères qui traversent les pays et les continents sont autant d'appels au secours qu'à l'invention des nouveaux horizons, alors **tâchons d'être à la hauteur pour apporter notre part de réponses et de nouveaux acquis pour le progrès humain**.

Premier signataire :

Jean-Marc GERMAIN, Secrétaire national aux Relations internationales et à la Mondialisation

Signataires :

Hélène CONWAY-MOURET, Secrétaire nationale chargée de la protection des Français.e.s et de la Nation

Yannick TRIGANCE, Secrétaire national à l'Education et à l'Enseignement supérieur

André LAIGNEL, Maire d'Issoudun et 1er vice-président délégué de l'Association des maires de France

Cécilia GONDARD, Secrétaire nationale à l'Egalité Femme-Homme et Première secrétaire de la Fédération des Français à l'étranger

Maxime SAUVAGE, Secrétaire national à la République des territoires

Fabrice DE COMARMOND, Secrétaire national aux Transitions numériques

Fatima YADANI, Secrétaire nationale aux Fédérations

Stéphane TROUSSEL, Secrétaire national à la Santé, aux Nouvelles solidarités et à l'Innovation sociale

Arthur DELAPORTE, Président du Bureau national des adhésions

Alexandra JARDIN, Adjointe au maire du 20ème arrondissement de Paris en charge du développement économique et secrétaire de section

Daouda KEÏTA, Conseiller municipal délégué à la Coopération internationale et Solidarité avec les populations migrantes (Bagnolet, Seine-Saint-Denis)

Sébastien GRICOURT, Fédération de Seine-Saint-Denis

Claude WOHRER, Fédération de Seine-Saint-Denis

Jean WOHRER, Fédération de Seine-Saint-Denis

Antoine RAVARD, Fédération des Côtes d'Armor

Hugo LONGEAS, Fédération de Paris, trésorier de la section de Sciences Po